



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

23-10-2014

Rentrée 2014: Un pas de plus vers la privatisation de l'enseignement

La rentrée 2014 est caractérisée par des conditions d'études pour les élèves et de travail pour les personnels pires que celles de l'année précédente. Elle constitue même un temps fort de l'aggravation de ces conditions.

La rentrée 2014, c'est d'abord celle des rythmes scolaires

L'Education nationale est depuis qu'elle existe une machine au service du Capital, de ses besoins en termes de formation et d'intégration au système capitaliste des travailleurs. Mais, des décennies de combats en son sein lui permettent encore de relayer quelques concepts progressistes, dont celui de service public. **C'est pourquoi le but des gouvernants au service du Capital est de la privatiser.**

Une étape de cette privatisation est désormais franchie depuis la rentrée de septembre 2014 avec la mise en place de la **réforme des rythmes scolaires**. C'est l'événement majeur de cette rentrée.

A part quelques représentants du PS, du Front de Gauche ou de la FCPE (Fédération de Parents d'Elèves), tout le monde sait bien que cette réforme n'a rien à voir avec l'amélioration du rythme de vie des enfants. Au contraire, le bilan indéniable après deux mois d'application dans presque tout le pays est celui de la **fatigue accrue et combinée des personnels de l'éducation nationale et de la fonction publique territoriale, comme des élèves.**

Entre les bourgs et villages de zone rurale où rien n'est possible faute de moyens et les villes qui prennent la décision politique d'investir à fond dans le périscolaire, c'est l'inégalité territoriale qui grandit. Partout où les moyens existent, ce qui se met en place l'est en rivalité avec l'Ecole. Les municipalités en phase avec la réforme captent des compétences éducatives (art, culture, sport) qui appartiennent à l'Ecole. Le scénario est tout tracé : demain, les programmes des

écoles élémentaires constitueront un « resserrement sur le cœur du métier » (comprendre, lire, écrire, compter) laissant aux municipalités tout un tas de domaines éducatifs ; après-demain, faute de moyens, ces domaines seront partout payants ; après après-demain des officines privées remplaceront les municipalités. A le pouvoir remettra aux maires tous les pouvoirs de décision s'agissant des horaires des écoles de leur commune.

Des moyens en baisse

Pas question non plus de rendre des moyens aux écoles ou aux établissements du second degré. Dès 2012, les fameux 60 000 postes en plus annoncés n'était en réalité que 21 000. **Par un tour de passe-passe, les ministres successifs ont utilisé les stagiaires comme variable d'ajustement au lieu de rétablir la formation.** Au lieu de revenir au recrutement à la licence (bac + 3) avec deux ans de formation, le gouvernement a maintenu le recrutement au Master (bac + 5) et utilise partiellement ou entièrement les enseignants stagiaires sur le terrain. Par ailleurs, les manques sont si criants que le recrutement de contractuels s'est amplifié, même dans le premier degré qui n'avait pas connu cela avant 2011.

La hausse démographique a mangé dès la rentrée 2012 les misérables postes en plus, et partout, les rentrées Ayrault et Valls ont été pires que les rentrées Fillon. De plus, avec l'augmentation du degré d'austérité depuis le pacte de responsabilité, les lois de finances ont réduit les créations, ce qui fait **que le plan de réalisation des 21 000 postes en 5 ans ne sera pas tenu.**

L'Education prioritaire est réorganisée à moyens constants. De celle de Créteil, le nombre de collèges et d'écoles bénéficiant du label « Education prioritaire », diminue dans toutes les académies.

Mais on aurait tort de n'y voir que des économies de bouts de chandelle. **Comme la réforme des rythmes scolaires, la politique de baisse des moyens a aussi et surtout un but idéologique.**

La rentrée d'un socle commun sacralisé

Il s'agit tout à la fois de vider de son sang l'éducation nationale et d'intégrer les personnels à la machine idéologique.

C'est pourquoi, les personnels des collèges et des écoles élémentaires ont été conviés à une demi-journée de réflexion collective à propos du socle commun. Mis en place en 2005, lors de la loi d'orientation de Fillon, ce socle correspond à une prescription de l'époque de l'OCDE : « La France a besoin d'emplois peu ou pas qualifiés ». Ce socle a été maintenu dans la loi de refondation de Peillon en 2012, qui est la suite de la précédente.

Si d'aucuns avaient insisté sur le socle commun comme un minimum culturel, la vraie nature de cette entreprise est ailleurs. L'Ecole du Capital doit être au diapason de la politique économique au service de ce même Capital. **La désindustrialisation est un des maîtres mots de cette politique,** l'Ecole ne doit donc former des producteurs qu'à la marge.

C'est l'école mise à la sauce patronale, par le prisme des compétences qui sont celles de l'entreprise et des besoins actuels du patronat, des bribes de compétences réelles, des savoir-faire atomisés. Elles se doivent d'être limitées et ne peuvent permettre un savoir-faire réel ni une maîtrise quelconque. C'est l'image de la bicyclette : savoir démonter et remonter la roue avant d'un vélo ne permettra jamais de savoir rouler à bicyclette ! La Bourgeoisie d'aujourd'hui en France a besoin d'experts, de salariés « peu ou pas qualifiés », d'exécutants de tâches

précises (si possible d'une seule) les plus distinctes possibles des autres tâches, de manière à utiliser jusqu'au trognon un salarié et à le jeter ensuite parce qu'il ne sait rien faire d'autre. C'est ce que prépare l'Ecole du socle, c'est à cela que sert le « socle commun ».

Il faut y ajouter, avec l'actuel gouvernement, un caractère revendiqué de bain idéologique. Ce n'est pas une nouveauté. Les morts « la fleur au fusil » de 1914, ceux qui apprennent aujourd'hui que la victoire lors de la seconde guerre mondiale ne doit à peu près rien à l'Armée rouge sont là pour témoigner que l'Ecole publique a toujours joué un rôle important d'intégration idéologique au système.

Les officines idéologiques au service de l'actuel ministère (le fameux conseil supérieur des programmes notamment) ont relancé à fond la machine en revenant à l'un des aspects les plus importants, celui du formatage des esprits du bain idéologique destiné à persuader de l'état de perfection de la "démocratie", c'est-à-dire du système capitaliste. Gommer les différences de classe et apprendre à tous que nous avons des intérêts communs, que les capitalistes et les salariés doivent s'entraider, les valeurs désormais introduites, qu'on y ajoute au nom « de la République » sont celles de la société capitaliste, le droit pour un homme d'en exploiter un autre, de vivre de sa sueur et de son sang, le droit pour un pays impérialiste de transporter ses armées en Afrique et de voler ses ressources pour le profit des actionnaires. Voici les couleurs du nouveau socle commun !

L'intégration du syndicalisme

Ce qui rend encore plus efficace l'action de Hollande et des siens au service du Capital, c'est l'absence de riposte globale organisée, c'est l'intégration du mouvement syndical à la marche du système.

Les syndicats de collaboration de classe écrivent les textes avec les sbires du ministre et on peine à les voir tenter de combattre quoi que ce soit. On peut comprendre que l'UNSA et la CFDT soit ravis de la politique actuelle. Mais les organisations majoritaires, de la FSU, ne sont pas non plus exemptes de responsabilités. Le syndicat du premier degré, le SNUIPP, qui porte l'écrasante responsabilité d'avoir tout fait pour empêcher la riposte contre la réforme des rythmes scolaires, ne revendique toujours pas la restitution des postes supprimés pendant l'époque Sarkozy.

Toutefois, une bataille a été menée contre la réforme, dans le premier degré, coordonnée nationalement, par les syndicats minoritaires (la CGT, SUD et FO) qui n'ont fait que leur boulot de syndicat, avec parfois aussi des attermoissements. Aujourd'hui, les enseignants du premier degré redisent leur rejet de cette réforme et le SNUIPP demande qu'on passe à autre chose.

Pour gagner dans l'Ecole comme ailleurs, il faudra ne compter que sur les salariés, et briser le carcan dans lequel les syndicats du pouvoir veulent les enfermer. C'est à cela que s'attachent les militants de Communistes, là où ils sont. On ne sortira de la situation catastrophique illustrée par cette rentrée 2014 que par la lutte.